

Référendum non au financement de l'agence de garde-frontières Frontex

Référendum contre l'arrêté fédéral du 1er octobre 2021 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/1896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) no 1052/2013 et (UE) 2016/1624 (Développement de l'acquis de Schengen)

Publié dans la Feuille fédérale le 12.10.2021

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu de l'art. 141 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 59a à 66), que l'arrêté fédéral du 1er octobre 2021 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/1896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) no 1052/2013 et (UE) 2016/1624 (Développement de l'acquis de Schengen) soit soumise au vote du peuple.

Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'un référendum est punissable selon l'art. 281 respectivement l'art. 282 du Code pénal.

Canton	N° postal	Commune politique
--------	-----------	-------------------

	Nom/Prénom (écrire de sa propre main et si possible en majuscules)	Date de naissance (jour/mois/année)	Adresse exacte (rue et numéro)	Signature manuscrite	Contrôle (laisser en blanc)
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					

Expiration du délai référendaire: 20.01.2022

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que _____ (nombre) signataires du référendum dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Lieu _____
Date _____
Signature _____
Fonction officielle _____

Sceau

Attention, référendum fédéral ! Il faut une feuille distincte pour chaque commune de domicile des personnes signataires. Cette liste, même partiellement remplie, doit être renvoyée AU PLUS VITE, si possible avant le 7 janvier 2022, par poste A au comité référendaire : Non à Frontex, Migrant Solidarity Network, Waldmannstrasse 17a, 3027 Berne

Vous trouverez les listes de signatures, les argumentaires, des informations et un compte pour recueillir les dons sur la page web du référendum!

Argumentaire «Référendum non au financement de l'agence de garde-frontières Frontex»

Qu'est-ce que Frontex?

Frontex est l'Agence de garde-frontières et de garde-côtes de l'Union européenne. Elle a été fondée en 2005. Depuis lors, son budget a augmenté de 7000%, passant de 6 millions à 11 milliards d'euros pour la période 2021-2027. En termes de personnel, la force opérationnelle de Frontex est appelée à devenir une armée permanente de 10'000 gardes-frontières d'ici 2027.

Les principales activités de Frontex sont les suivantes:

Rapatriement des «personnes en migration irrégulière», donc participation directe et indirecte à des refoulements illégaux. Planification et mise en œuvre d'expulsions dans toute l'UE. Modernisation et formation des agences locales de garde-frontières. Élaboration d'«analyses de risques» comprenant des recommandations d'actions (par ex. renforcement des contrôles aux frontières, extension des opérations de Frontex ou augmentation des ressources de l'agence).

Pour mener ces activités, Frontex opère directement aux frontières extérieures de l'UE et dans les pays européens, mais aussi dans un nombre croissant de pays tiers, selon une logique d'externalisation croissante du régime migratoire de l'UE. Frontex coopère activement avec plus de 20 pays en dehors de l'UE. Elle collabore, par exemple, avec les garde-côtes libyens, qui interceptent les bateaux de personnes migrantes et les ramènent de force en Libye, où elles sont détenues dans des conditions de violence massive.

Frontex soutient activement l'expansion de la surveillance aérienne en Méditerranée, alors qu'en même temps les missions de sauvetage sont continuellement réduites. Les analyses de risque produites par Frontex servent d'autolégitimation pour développer toujours plus son rayon d'action. Depuis 1993, la politique de la forteresse européenne a coûté la vie à plus de 40'500 personnes, sans compter les très nombreux cas non signalés.

Les liens de Frontex avec la Suisse

En tant que membre de l'espace Schengen, la Suisse soutient Frontex financièrement et en personnel depuis 2009. Le Parlement vient d'approuver un budget annuel de 61 millions de francs jusqu'en 2027. Cela représente environ 5% du budget total de Frontex, ce qui signifie que la Suisse contribue considérablement au régime violent de l'UE. Membre de l'espace Schengen, mais pas de l'UE, la Suisse dispose uniquement d'une voix consultative mais non délibérative dans la l'élaboration de nouvelles compétences et lois.

En plus de l'augmentation des moyens financiers, le Parlement a également décidé de renforcer le nombre de fonctionnaires au service de Frontex pour les années à venir. Déjà actuellement des gardes-frontières suisses se trouvent aux frontières extérieures de l'UE où sont commises des violations systématiques des droits humains des migrant.es.

Nos revendications

- 1.) NON au financement et au soutien en personnel de Frontex par la Suisse ! Pas de financement avec nos impôts d'une agence qui se refuse à tout contrôle démocratique.
- 2.) NON à la participation de fonctionnaires suisses à Frontex – une agence qui s'est avérée d'être complice ou même responsable de graves violations des droits humains.
- 3.) Arrêter la criminalisation de la migration vers l'Europe et la militarisation des frontières !
- 4.) Garantir des voies sûres pour la migration au lieu de l'empêcher par la violence !

Quelques-unes des organisations qui soutiennent le référendum (2.11.2011) :

Action places gratuites Bâle ; augenauF ; CEDRI ; Cercle d'amis Cornelius Koch ; charte de la migration.ch ; Club Asyl Aargau ; Droit de Rester ; droitsfondamentaux.ch ; évacuerMAINTENANT ; ExilAktion ; Forum Civique Européen ; Juristes démocrates de Suisse ; Les Vert.es ; Jeunes Vert.e.s ; Ligue suisse des droits de l'Homme – Genève ; Mouvement jurassien de soutien aux sans-papiers et migrants ; Migrant Solidarity Network ; Open Futures ; Parti du Travail ; Parti Socialiste Suisse ; Solidarité sans frontières ; Solidarité Tattes ; Sure*TU ; Watch The Med Alarmphone Suisse ; WeCollect.